

Obama face à d'improbables défis¹

C'était début 2009. Les membres des « tea party » portaient en guerre contre les projets de réforme du président Obama. Et doublaient le Parti républicain sur sa droite. Au point de menacer les candidats « naturels » du Grand Old Party dans plusieurs Etats à quelques encablures des élections de « mid-term ».

Le GOP semblait bien parti pour gagner la majorité dans les deux chambres du Congrès américain lors des élections de mi-mandat, début novembre. Mais un conflit semble ouvert au sein du camp conservateur, les « tea party » reprochant aux caciques du PR de n'être pas assez à droite.

Et au bout du compte, cette situation pourrait bénéficier aux démocrates, pourtant en situation délicate. « Avec les Tea Party, on ne parle pas de républicains comme les autres, raconte un militant démocrate. Quand vous expliquez clairement aux électeurs qui sont ces gens, ça leur fiche carrément la trouille. »

Les républicains ont besoin de dix sièges pour remporter la majorité au Sénat. Mais le débat fait rage entre ceux qui pensent que viser la majorité vaut bien quelques concessions et d'autres qui privilégient la « pureté » idéologique.

Ainsi, Obama a annoncé qu'il taxerait les couches sociales les plus riches. La majorité des Américains étant favorables à sa proposition, le chef de file républicain à la Chambre, John Boehner, a jugé prudent de ne pas s'y opposer. Mais au Sénat, le républicain Mitch McConnell a condamné l'idée d'« augmenter les impôts au milieu d'une récession ». Ces divisions amusent les démocrates qui décrivent leurs adversaires comme prêts à « prendre en otage la classe moyenne pour faire des cadeaux aux milliardaires ».

L'entrée en scène des tea party est venue attiser le feu. À l'appel de Glenn Beck, animateur ultra conservateur et populiste sur la chaîne Fox News, près d'une centaine de milliers de militants du mouvement se sont réunis voici quelques semaines à Washington pour « restaurer l'honneur » soi-disant perdu des États-Unis. Sarah Palin, candidate républicaine à la vice-présidence en 2008 et chef de file de cette mouvance radicale, y a fait une apparition remarquée pour vanter ses idéaux ultralibéraux et accuser Obama de racisme anti-blanc...

Les démocrates sous pression

Ces outrances risquent de coûter cher aux Républicains alors que la panne de la reprise aux États-Unis met les démocrates en situation difficile. Selon tous les sondages, les questions économiques sont en effet considérées désormais comme la préoccupation essentielle des électeurs états-uniens. Très loin devant la guerre en Afghanistan ou la marée noire dans le golfe du Mexique. Le risque reste grand d'un vote sanction ou plus vraisemblablement d'une forte abstention des « déçus » de l'administration Obama.

Pour Laurent Bouvet, professeur de science politique, cité par le Monde, « La deuxième année de mandat de Barack Obama a mal commencé. La perte d'un siège clé au Sénat (celui des Kennedy dans le Massachusetts) au profit des républicains a sonné comme un avertissement pour le président, comme le signe inquiétant de l'insatisfaction grandissante de l'électorat, démocrate et indépendant, qui l'avait soutenu en 2008 (...) les craintes de la majorité démocrate vont grandissant. Si celle-ci basculait, cela rendrait plus difficile, voire impossible toute initiative de la part de la Maison-Blanche, comme après 1994 sous Clinton. »

Le président Obama tente de mettre sur les rails un nouveau plan de relance de 50 milliards de dollars (environ 40 milliards d'euros), histoire de relancer une croissance essoufflée. Mais en creusant encore un déficit abyssal. Un précédent plan de relance de 780 milliards de dollars en février 2009, contenait déjà une somme sensiblement équivalente mais elle est allée essentiellement en avances aux Etats américains endettés par la crise financière.

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication de l'ACJJ – octobre 2010.

Les mauvaises nouvelles se multiplient sur le front de l'économie. L'annonce du départ, d'ici la fin de l'année, de Lary Summers, directeur du conseil économique national, est tombée au plus mal. Le départ du principal conseiller du président en matière économique témoigne de l'échec des choix stratégiques de la Maison-Blanche pour relancer la croissance. Le chômage reste à un niveau record (9,6 % de la population active). Et le taux de sous-emploi grimpe à 16,7 %, sachant que de nombreux observateurs considèrent ce chiffre comme le véritable taux de chômage tant les critères retenus par les agences officielles sont restrictifs. La stagnation de la consommation ou les baisses des salaires pourraient provoquer une spirale déflatoire.

Guerres perdues

Et sur le front des guerres ? Les combattants d'Al-Qaida gagnent du terrain en Irak en crise politique depuis plus de six mois. « Ici aussi, il est temps de tourner la page » discourait pourtant récemment le président Obama pour apporter son soutien aux candidats démocrates. Un retrait qui oublie les quatre-vingt-quinze mille mercenaires qui mènent une guerre privée payée par Département d'État, le Pentagone et la CIA.

Après la réduction des troupes, l'armée américaine se concentrera sur le conseil et la formation des soldats irakiens, la sécurité des équipes civiles de reconstruction et les missions antiterroristes conjointes. « En pratique, rien ne changera », a confié le général Stephen R. Lanza, porte-parole de l'armée en Irak.

D'autre part, le redéploiement en Afghanistan, où le retrait est pourtant promis pour l'été 2011, ne laisse guère espérer une issue rapide de cet autre conflit. Le commandant en chef des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan, le général américain David Petraeus, a d'ailleurs réclamé aux alliés, parmi lesquels la Belgique, 2 000 hommes supplémentaires.

Et Washington est incapable de convaincre les pays arabes de normaliser leurs relations avec Israël en tant que condition préalable à des pourparlers régionaux. La réalité, c'est que, ces derniers temps, le gouvernement Obama suscite peu de confiance chez ses alliés et encore moins de crainte chez ses adversaires. Si le but ultime de Barack Obama est de se différencier de son prédécesseur, il ne l'a même pas atteint. Mais, au moins, George Bush savait ce qu'il défendait. Barack Obama, lui, a seulement l'air perdu.

Le 4 juin 2009, dans son discours du Caire, Barack Obama tentait de restaurer la relation entre les Etats-Unis et le monde islamique. « Tant que cette relation restera définie par nos différences, nous donnerons du pouvoir à ceux qui sèment la haine et non la paix », déclarait le président américain. Qui prônait « un nouveau départ pour les États-Unis et les musulmans du monde entier, fondé sur l'intérêt et le respect mutuels et reposant sur la proposition vraie que l'Amérique et l'islam ne s'excluent pas ». Des propos accueillis favorablement dans les pays musulmans et aux Etats-Unis. Mais guère suivis d'effets concrets. Selon une enquête d'opinion menée dans les principaux milieux islamiques mais aussi parmi les musulmans en Occident, l'institut d'études d'opinion Centre Pew indiquait que « leur modeste niveau de confiance constaté en 2009 (envers M. Obama et sa politique) a notoirement reculé ».

Mumia Abu-Jamal reste en danger de mort.

Oseront-ils programmer l'assassinat de Mumia Abu-Jamal, le journaliste noir états-unien condamné à mort en 1982 à l'issue d'un procès truqué ? La cour d'appel fédérale de Pennsylvanie va statuer le 9 novembre sur le sort définitif de celui que l'on appelle « la Voix des sans-voix », en « choisissant », selon les directives de la Cour suprême des États-Unis, entre le meurtre « légal » et la détention jusqu'à ce que mort s'ensuive.

La bande de fanatiques racistes – le juge, qui avait déclaré aux jurés avant le procès qu'il allait « les aider à frir ce Nègre » ; le procureur, qui leur avait expliqué que Mumia avait prémédité le crime ; la mafia syndicale policière, le Fraternal Order of Police, qui continue depuis à mener campagne pour la mise à mort de sa victime – se mobilise à nouveau.

Aux États-Unis, l'exécution capitale consiste le plus souvent en un empoisonnement. 3 261 personnes se trouvent dans les couloirs de la mort états-uniens, dont 42 % de Noirs (alors qu'ils ne représentent que 12 % de la population). En tête, le Texas avec 16 exécutions.